

**Congrès AFSP Strasbourg 2011**  
**Section thématique 50**  
**Les politiques symboliques existent-elles ?**

Dalisson Rémi, Professeur des Universités, IUFM/Université de Rouen, Laboratoire GRHIS, remidal@wanadoo.fr

**Politiques festives et fêtes nationales :  
plasticité et mutations d'un vecteur civique populaire (1815 à nos jours)**

Il s'agit de montrer la création, la transformation et l'efficiace, relative selon les époques, des politiques symboliques françaises sur la longue durée, de 1815 à nos jours. Elles sont toutes entières et parfaitement synthétisées par les fêtes nationales, grande spécialité française, surtout depuis la Révolution, et réalité incontestable qui forme un *rituel* identitaire et souple fort original. Les fêtes nationales et leurs instruments (et langages) symboliques permettront en outre de parfaitement étudier *l'émission* (décisions, choix des outils et des fêtes, programmes) de ces politiques symboliques et leur *réception* populaire (incidents, pratiques, réactions, assistances) jusqu'à nos jours. Sur le socle de 1789, la politique symbolique festive se mit en place pendant tout le XIXe siècle, avant l'acmé exemplaire (et souvent mythifiée), de la IIIe République. Cette politique symbolique festive eut alors un rôle évident dans le processus de républicanisation du pays, y compris avant 1878. Puis elle évolua après la Grande Guerre, dans ses modalités et sa philosophie (l'âge des masses) comme dans sa réception. Après l'épisode ambivalent que fut Vichy, la politique festive reprit un cours plus « classique » avant une nouvelle évolution à la fin des années 70 face à la mondialisation et à la crise. Elle perdit en efficacité à mesure que le « grand récit national » (P.Nora) s'affaiblissait (et que la mémoire nationale éclatait) avant de se voir investie d'une nouvelle mission civique et didactique depuis une dizaine d'années.

**I- *L'invention d'une politique symbolique par la fête (1815-1918)***

***1- La constitution progressive et outils d'un rituel : vers la politique festive républicaine (1815-1878)***

Le XIXe siècle pré-républicain, fut paradoxalement l'époque de la construction empirique d'un modèle festif et civique français original et pérenne. Mettons entre parenthèse la Restauration qui, bien que soumise aux pressions des Ultras (mais aussi *constitutionnelle* : la Charte) ne put faire table rase des acquis festifs révolutionnaires. Jamais ses nouvelles fêtes du Roi, (août), de famille ou surtout d'expiation (anniv mort de L16 en Janvier, de MA en octobre) ne s'imposèrent. Elles rappelaient par trop l'A.Régime, d'autant que le clergé le plus réactionnaire les encadrait. Dès les années 1818-20, elles s'effondrèrent au point de devoir être remplacées par des fêtes folkloriques. Mais le régime avait dû conserver de nombreux acquis révolutionnaires comme la présence de la Garde Nationale aux fêtes.....

-Par contre la période (des Trois Glorieuses de 1830 aux lois constitutionnelles de 1875) suivant fut cohérente. A coup de succession de régimes différents, (3 voire 4), de se bâtit de manière très empirique le modèle de la fête nationale qui allait triompher sous la IIIe République. Ce fut d'abord le corpus festif qui incarna cette construction : de la fête du Roi « *des Français* », ou de celle « *de la Charte modifiée* » et des « *journées de juillet* » de la Mde Jt, en passant par celle de la « *proclamation de la constitution* » ou « *de la république et*

de la Concorde » de la seconde république, jusqu'à celle du « 15 août » même ou des « plébiscites » de 1860 sous le second Empire, il y eut une cohérence empirique. Il s'agissait bien de célébrer, de populariser de nouveaux principes philosophiques, libéraux (Charte révisée, Jt) voire Républicains (Ile). Et même le 15 août, pourtant religieux (Assomption + St Napoléon), se transforma vite en fête de la nation rassemblée, surtout après le tournant de 1860, autour d'une demande de libertés, associative que le régime dut prendre en compte. Comme le rappelle Menager, il fut « bien avant le 14 juillet le premier essai vraiment réussi de fête nationale populaire » et ajoute Sudhir Hazareesingh « il fut une véritable fabrique de la nation » d'autant qu'elle célébrait « l'Empereur Des français ». Les fêtes familiales et dynastiques avaient certes un relent de monarchie, mais les familles célébrées étaient à présent libérales, modernes (Monarchies de Juillet, Empire) et sociales (ou sociétales) : le mutualisme de l'Empire. Et les victoires étaient celles de « la nation » tricolore, y compris sous l'Empire.....

Mais plus qu'une date, ce fut un langage festif et symbolique, une pratique symbolique et une scénographie qui firent la fête nationale nle et permirent l'incarnation nationale, même sous les régimes peu démocratiques comme le Second Empire. Il s'agit de :

Références au *libéralisme* (garde nationale), *Trois couleurs*, *Marianne*, arbres de la Liberté, défilés d'une armée *tricolore*, référence à une histoire *commune* (Ile Empire), pratique des *discours* civiques et nationaux, progressive montée de *l'école* et de l'instituteur aux côtés du curé et maire, forte montée des associations, notamment gymniques et orphéoniques (+ 80% de 1830 à 1878). Sport et loisirs de l'après-midi, scansion d'un *temps festif* homogène, *bals*, *feux d'artifices* didactiques, ouverture des *cafés*, *Marseillaise* (off ou tolérée, mais de toutes façon victorieuse par l'échec de son ersatz : *Vive Henry IV*, *La Parisienne*, *En revenant de Syrie*). De même la gadgétisation des fêtes, leur insertion dans la société de consommation par des petits matériels standardisés tout comme la pratique *d'incidents* festifs préfigurait ce qui allait se passer qui montraient une réelle appropriation de la fête, vecteur civique et national, par les Français. Ainsi se créa empiriquement une « sociabilité festive » unique en son genre qui faisait de la fête nationale, de la fête mémorielle un « lieu de mémoire » aux vertus multiples....

Ce socle d'une politique festive symbolique, mémorielle, civique et citoyenne et offrant une vision claire de l'identité de la nation du XIXe, à la fois héritière de 89, libérale et associative qu'allait se parfaire le modèle des fêtes nat sous la IIIe République.

## 2- Usages, triomphe et réception d'une politique symbolique édifiante (1878-1918)

Sur les décombres de la Commune de Paris et de l'Ordre Moral qui voulait revenir aux fêtes...de la Restauration, la IIIe République triomphante voulut bien faire de ses fêtes un « un moyen d'éducation populaire » (R. Sanson) et « un des vecteurs privilégiés [...] de l'idée républicaine » (C. Amalvi) où se « retrempera la foi dans la Patrie et l'amour de la liberté » (Paul Bert). Pour cela le régime utilisa le socle du 14 juillet (loi 1880) qui devait promouvoir l'héritage de 89 laïcité, la patrie (Bataillons scolaires) et les Droits homme dans la droite ligne des fêtes révolutionnaires. C'est l'écrin où la politique symbolique républicaine se cristallise.

À cette fête régulière et à son injonction civique évidente, le régime ajouta des fêtes occasionnelles à la symbolique claire. Elles honorent « les gloires nationales » comme Rousseau, Jaurès ou Hugo. On les compléta par des fêtes anniversaires de *dates signifiantes* (les centenaires révolutionnaires de 1889 à 1892), des *monuments* (Ferry, Gambetta...) ou de la promulgation *de grands textes* comme les lois scolaires de 1881-82. Enfin, les fêtes locales de sociétés, notamment scolaires, musicales et surtout gymniques (fêtes de l'union fédérale

gymnique) se multiplièrent et devinrent de véritables cérémonies conçues comme des « instruments de propagande de l'idéologie républicaine ».

- Le langage symbolique et les outils scéniques de ces fêtes reprit et amplifia des tendances déjà apparues (multiplication des associations -notamment gymniques, musicales et colombophilie, confirmation des Sapeurs Pompiers à la place Garde Nationale, systématisation du défilé militaire, conformation de la prééminence de l'instituteur à côté du maire et qui effaçait le curé) et triomphe de l'école (remises prix, défilés) sur fond de renforcement du loisir (et du bal pop, feu d'artifice) des après-midi de fêtes.

- Cette politique symbolique et festive était saturée de tricolore, de chants révol et de défilés de société aux noms évocateurs : la *Patrie*, la *revanche*, la *gauoise*... Il s'agissait bien de mobiliser la nation, sa jeunesse laïque (faire pièce au 15 août) autour de valeurs transcendantes : la démocratie, la république, DDHC mais aussi d'une valeur transversale (qui n'empêcha jamais les contestations (15% des cas) et les fortes affluences) : la Revanche et la défense d'une patrie sur le modèle de Renan (plébiscite quotidien, adhésion) ... Cette fonction propagandiste fut renforcée par la guerre de 14-18.

## ***II- Essoufflement et mutation de la politique symbolique de la fête (1918 à nos jours)***

### ***1- Mutation et idéologisation d'un politique symbolique (1918-1959)***

#### ***a- De 1914 à 1944 : permamences et récupérations de symboliques***

→ **Pendant la grande guerre**, cette fonction mobilisatrice de la fête nationale fut renforcée, et jamais donc les fêtes ne disparurent. La fête nationale devait à la fois permettre à l'arrière de « tenir », distraire les combattants (rôle de la censure) et, surtout, réaffirmer la solidarité du corps social autour de ses fiers poilus, défenseurs de la « *civilisation contre la barbarie allemande* ». La mise en scène à l'arrière fut donc largement épurée, moins ludique que patriotique et civique avec l'adjonction de nouveaux éléments scéniques comme les « quêtes aux blessés, au Secours national, aux orphelins », les ventes d'insignes sans oublier les appels de fonds pour les « *emprunts de la victoire* » et un net retour des messes « religiosité des tranchées » dans l'espace auparavant laïc des fêtes. Le plus intéressant fut que le besoin de fêtes ne disparut pas d'une part et que, pour affirmer son patriotisme et incarner la solidarité nationale, la nation décida de créer de nouvelles fêtes pendant le conflit. Elles célébrèrent soit la résistance à l'ennemi et donc la victoire ponctuelle, prélude à la victoire finale : « fête de la Marne » célébrée dès 1916 pour rappeler l'arrêt de l'invasion allemande, avec un fort accent mis sur la présence des enfants et, déjà, de nombreux « appels aux morts ».

Soit servirent à recueillir des fonds : Les journées de guerre célébrant aussi les militaires (*journée du 75, du poilu*), les alliés (*journée serbe*) ou les veufs et les orphelins, bref la solidarité (*journée des orphelins*) sans oublier les blessés (*journée des tuberculeux*). Même les colonies furent mises à contribution par la fête : *Journée des armées d'Afrique et des colonies*... C'était bien tout un peuple, rassemblé en une nation combattante que les fêtes devaient souder et mobiliser...

#### **→ L'entre-deux-guerres festif : continuités et nouveaux discours sociétaux**

D'une part, de nouvelles fêtes nationales régulières portant les traces de la GG. Ce sont La *fête de J.Arc* (8-10 mai, loi 1920), symbole de la patrie résistant à l'envahisseur et de la jeunesse (récupérée par les ligues et l'Eglise) et surtout, La *fête du 11 novembre* (de l'armistice) (loi 1922), fête de AC qui ne voulaient PAS célébrer la victoire des armes ou de la République, mais réaffirmer leur solidarité dans l'épreuve par le silence (nouveau rituel symbolique : la minute de silence, forme « laïcisée de prière », sonnerie aux morts, appel

des morts, gerbes), avec un nouvel épicode de la fête, à la place de la mairie/école, le monument aux morts qui couvre chaque commune entre 1920 et 1925.

D'autre part, la persistance de l'affirmation, par la fête de l'unité tricolore de la nation, de celle du pays rassemblé, bien sur (nb ses soc alsaciennes), avec le même langage symbolique qu'auparavant. Mais le patriotisme serait teinté de pacifisme, de remise en cause du militarisme passé, ce que la participation des communistes (1920) aux fêtes symbolisait. Ce fut aussi l'époque de la politisation, de l'idéologisation extrême de la fête, chaque parti se disputant la mémoire nationale les ligues J.Arc, refus 14 juillet, le PC : 1er mai, non encore officiel, affrontements avec les Camelots du Roi au 11 novembre...)

Tout cela se fit avec l'introduction de nouvelles techniques de représentation festive qui renouvellent la politique symbolique républicaine. Elles sont portées par des moyens de propagande de masse (cinéma, radio, mouvements de foules, stades...). Cela devait vanter une patrie où l'heure était à la régénération de la race massacrée par la guerre (*fête des mères*, 1926), au soin du corps, à l'éducation et à la santé pour, voire au loisir comme le mit en scène le Front pop dans ses fêtes de 1936 et 1937....des idées parfois reprises par un régime tout opposé :

### → Les continuités symboliques paradoxales de Vichy (1940-1944)

Vichy, tout à sa volonté de faire table rase du passé démocratique et républicain pour créer un homme nouveau, sain, compétitif, robuste et chrétien, utilisa abondamment les fêtes comme moyen de propagande populaire. Pour cela, Pétain conserva fêtes républicaines en les relisant le 14 juillet et le 11 novembre devenant des cérémonies expiatoires des tares républicaines qui avaient conduit à la défaite, la *fête de Jeanne d'Arc* devenait celle de la jeunesse chrétienne, musclée, anglophobe et la *fête des mères* devint celle de la fécondité pour promouvoir la « race gauleuse », ses beaux bébés blond et la mère au foyer.

Puis Vichy créa de nouvelles célébrations dédiées à la promotion des valeurs de la R°Nat, (*fête de la Légion Française des Combattants* chaque fin août pour défendre une patrie « racinée », ethnique ), du travail rénové et corporatiste (1<sup>er</sup> mai dit « *fête du travail et de la concorde sociale* »). D'autres honorèrent directement les activités physiques préparant des corps patriotes et totalitaires (*fête de la sportive en 1942*, du *serment de l'athlète*) ou l'Empire, seul atout de Vichy comme la *Fête de l'Outre-Mer* en 1941 ou la *Quinzaine impériale* en 1942. Toutes placèrent le folklore, le culte du chef et d'une patrie ethnique, composée de citoyens asservis au premier rang de leurs représentations pour édifier les spectateurs. Il y avait bien là une nette rupture avec la conception nationale de la république et ses valeurs libérales et démocratiques...mais

→ Dans la réalité de la fête, les choses furent moins claires et la continuité du langage symbolique avec République réelle. En effet, pour appliquer un tel programmes les emprunts à la scénographie républicaines furent légion. Les fêtes furent organisées par les mêmes sociétés que sous la République, les orchestres furent identiques, les protagonistes restaient le maire et l'instituteur, le temps festif restait le même qu'auparavant, les rares bals et pavoisements ressemblaient à ceux de la République, tout comme la *Marseillaise* au Sud, le *tricolore* y compris au Nord.

Certes il y eut des modifications scéniques mineures et parfois proches du passé républicain : les serments de Légion, l'accent mis sur le terroir (quoique) et le folklore, du sport plus que de la gym et des discours vantant plus l'autorité que la démocratie, la race et Maurras plus que Renan. Il y eut plus de stades et de messes, mais les continuités formelles étaient si nombreuses que les affluences aux fêtes subsistèrent sans que l'on sache si les spectateurs adhéraient à la nouvelle idéologie ou venaient par routine à ces spectacles toujours prisés. Ces continuités formelles furent renforcées par la volonté explicite qu'eut le pouvoir de célébrer des fêtes jusqu'au printemps 1944...

C'est ce qui permit la persistance d'une sociabilité festive vivante, voire la persistance de débats politiques, sur le mode symbolique pour échapper à la censure et aux autorités. Les incidents festifs ne diminuèrent pas (15%), prouvant que les Français gardaient le goût de la fête politique, du débat, de la rencontre (donc de l'échange) autour du kiosque à musique. L'expérience fascisante fut de si courte durée mais elle montra que la *pratique mémorielle de la fête* s'était durablement implantée et que, tant les spectateurs que les participants et l'Etat organisateur croyaient aux vertus de la pédagogie, de la didactique festive pour cimenter la nation et créer un rituel d'adhésion propre à légitimer le pouvoir, républicain autant qu'autoritaire....

### ***b- De 1944 à 1959 : Elargissement d'une politique symbolique***

Dans la confusion de la Libération, les fêtes spontanées se multiplièrent, notamment autour du 14 juillet 1944. Là se mit en place, de manière empirique, tout un cérémonial nouveau, teinté de références au communisme, le parti des 70.000 fusillés, autour de la résistance (qui il est vrai arrangeait tout le monde, y compris les « résistants de la 25e heure »). Le GPRF, tout à sa volonté normatrice entreprit en même temps de rétablir les anciennes célébrations nationales (14 juillet, 11 novembre) avec leurs rites classiques, en officialisa d'autres comme le *1er mai* (avec le soutien actif de la CGT) et bâtit un nouveau corpus de fêtes nationales autour de la mémoire de la 2e guerre et, surtout du résistantialisme : du 8 mai « *commémoration de la victoire* ». En même temps se mettait en place une sorte de culte gaulliste autour de la célébration de l'anniversaire du « *18 juin 1945 : fête de la victoire* ».

Toutes les fêtes habituelles furent traversées par cette entêtante référence à la résistance autour des premiers monuments qui sortaient déjà de terre.

La IVe République reprit ces inclinaisons, culte gaullistes en moins. Et, pour assurer à la fois sa légitimité et souder le pays autour d'un mythe, d'une mémoire fédératrice, elle s'attacha à conforter la légende de la Résistance française unanime. Elle institua fête nationale « *l'anniversaire du débarquement* » le 6 juin, la « *journée nationale de la déportation* » en avril 1954 et codifia le 8 mai autour de cérémonies au mont Valérien...alors que la France se couvrait de monuments à la Résistance ou en souvenir des massacres nazis. C'était une nouvelle mémoire nationale qui se bâtissait, autour du mythe de la résistance forcément unanime et de la représentation d'un pays « du bon côté », démocratique qui taisait ses blessures.

Tout la scénographie symbolique de ces fêtes, comme la lecture des listes de déportés, les minutes de silence, les gerbes au monuments, le *chant des partisans*, *Chant du maquis*, Trois couleurs et les crêpes noirs, le « cinéma témoignage » renforçaient cette vision manichéenne. C'est que le contexte des fêtes avait bien changé avec la guerre (et la victoire des alliés, URSS comprise). La France était divisée en deux blocs de taille égale, les *communistes*. et les *Gaullistes* d'autre part (20 à 30% de l'électorat). Si l'influence gaulliste déclina très vite après son départ du pouvoir (janvier 46), il n'en fut pas de même pour celle des comm. « premier parti de France » qui avait bâti sa geste résistantialiste très tôt (faire oublier ses compromissions de hiver 40).

Le PC disputa donc à l'Etat la mémoire de la Seconde guerre mondiale et utilisa les fêtes nationales pour asseoir sa légitimité pop et tricolore. Les fêtes furent alors toutes marquées, pendant la GF par la scénographie communiste. la plus classique, avec une sorte « contre cérémonie parallèle », faite d' *Internationale*, défilé d'effigie géantes des leaders, vente de « l'Humanité », de cartes du Parti, de meetings politiques, de soutien à l'URSS, de drapeaux rouges et soviétiques. Bref une contre fête militante et syndicale pour témoigner d'une autre mémoire de guerre et d'un autre projet national alternatif propre à séduire, en ces temps de mythologie communiste.

Le 1er mai fut un parfait exemple de cette ambivalence festive, de cette « double mémoire » avec, à Paris en 1947 une véritable séance *d'agit prop* festive autour de Thorez et d'un discours très offensif et ouvrieriste sur fond de division gouvernementale. Quatre jours plus tard, les communistes étaient exclus du gouvernement. Un an après, le centenaire de 1848, révolution socialisante s'il en fut renforça le poids des divisions et des deux visions nationales qu'exprimait la fête. Avec une fête officielle très « 3e République », classique et orthodoxe (ex : plantations *arbres de la liberté*, réf à 1789-92), et une contre fête comm., à base de perturbation de la fête off, discours révolutionnaires, de condamnation du « *réformisme bourgeois* » au nom des idéaux de février et scénographie rouge des plus classiques indiqua bien que la fête avait perdu son caractère de rituel unifiant, civique et national voire ibéral.

Cette politisation accrue de la fête, cette division de la mémoire festive nat. fut renforcée par la décolonisation qui mettait à mal, dans un contexte nouveau, le mythe de l'unité de la nation, colonies comprise (mythe de « la plus grande France »). A chaque fête nationale, la contre fête communiste ou de simples opposants profitaient de l'occasion pour appeler à la décolonisation, au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La leçon de civisme national de la fête s'en trouvait largement altérée, notamment avec le début de la guerre d'Algérie (1954). Pas une fête sans irruption de ces « *opérations de police* » dans les discours et les mises en scène, pas de fête sans incident (brûler le drapeau, tracts...) ou appel à la décolonisation...

Jusqu'au général de Gaulle, qui, une fois revenu au pouvoir (par la grâce de l'Algérie), utilisa la guerre coloniale pour se légitimer. Le 14 juillet 1958 (il était alors Président du conseil de la IV avec pleins pouvoirs constituants) devint pour lui une manifestation d'unité nationale, colonies (et donc Algérie) comprises. Pour cela, partout, le pouvoir fit défiler les AC Nord africains en tête des cortèges, fit des discours à leurs honneurs, mêla les drapeaux, bref, tenta de renouer avec une vision nationale largement héritée de la IIIe République pour justifier le retour au pouvoir de Général.

Dès lors, avec les Trente glorieuses et le retour de De Gaulle, sauveur de la nation, on entra dans une nouvelle ère festive.

## ***2- Essoufflement, globalisation et relance de la politique festive nationale (de 1959 à nos jours)***

### ***a- La contradiction des symboliques festive sous l'ère De Gaulle (1959-1974)***

→ Sous la férule de De Gaulle les fêtes nationales furent soumises à une contradiction insoluble \* D'une côté, avec un chef de l'Etat né en 1890, les fêtes retrouvaient tout leur faste et leur message civique traditionnel, pour vanter la France républicaine et faire oeuvre de pédagogie civique avec force tricolore et défiles.

\* D'un autre côté, la société changeait, surtout avec la fin de la guerre d'Algérie (1962), les modes de consommation de masse apparaissaient et la jeunesse du *baby boom* n'avait plus les mêmes codes et comportements que ses aînés, et l'hédonisme individuel se développait sur fond d'enrichissement et de nouveaux moyens de comm comme la radio et la TV.

La fête, et donc la mémoire nationale sembla alors éclater (d'autant que subsistait le poids de la fascination communiste), comme l'illustra la fameuse année 1964. Cette année là, le souvenir des deux dernières guerres mondiale fut jumelé et célébré par pas moins de 6 fêtes plus ou moins nationales autour des pivots du *11 novembre* et du *20 e anniv de 1944* (mai-juin). Il s'agissait du retour de la fonction classique de la fête nationale, unifiante, mémorielle civique et tricolore qui fondait les deux résistances et donc « l'esprit national » pour créer de l'unanimité, une véritable « union » sacrée. C'était bien le retour du « roman national » cher à

P.Nora et E.Lavisse, mais les célébrations très audio-visuelles n'eurent pas le succès escompté, les jeunes notamment ne s'y retrouvant guère.

Malgré une débauche de défilés, d'Anciens Combattants, de références au sacrifice, à la rigueur, au stoïcisme, dans ces leçons et références très historiques, dans cette mémoire souffrante et datée (référence à Péguy), et malgré les efforts du pouvoir pour créer des films et de la TV, les fêtes restèrent réservées aux plus âgés. Petit à petit les affluences diminuaient et même la presse s'interrogeait sur les fastes de ces fêtes et sur la validité du « grand roman national » en ces temps d'opulence et d'insouciance politique...

### ***Mai 68 et les derniers feux napoléoniens***

Cet effritement du récit national festif et de sa symbolique, de la mémoire nationale unifiée fut bien illustrée, par l'année 1968 qui vit littéralement les affluences festive s'effondrer malgré les 26 fêtes pour le « 50e anniversaire de la victoire de 1918 » en 1968... : la fête ne jouait plus alors son rôle de catalyseur culturel et civique, de fédérateur national. La querelles autour de Pétain, que de Gaulle continuait d'honorer chaque 11 novembre en tant que « vainqueur » de Verdun » tout en refusant le transfert de son corps à Verdun illustrèrent l'éclatement de la mémoire national et festive. Les contestations pacifistes au 11 novembre se multipliaient (« 14-18 morts pour rien » à Carcassonne en 1968), la société contestait la mémoire festive, et le pouvoir continuait de célébrer comme si de rien n'était.

- Ainsi le 100e naissance NI qui fut pendant tout une année une résurrection des fêtes nationales à la IIIe République, de la symbolique classique autour d'une légende dorée de Nap, qui magnifiait son oeuvre et ses acquis, à travers moult récits, conférences, reconstitutions, même si l'Université fit conviée (mais de manière bien peu médiatique) à nuancer la légende dorée de l'Empire. Après bien des hésitations, le choix de retenir le 2 décembre, victoire d'Austerlitz et couronnement impérial, mais aussi date du coup d'Etat de Napoléon III révéla cet unanimes autour d'un homme incarnant une nation mi républicaine, mi césariste, et en tout cas une certaine unité nationale derrière ses grandes figures, comme au tems « bénis de Lavisse »....Pas de « politiquement correct », pas de guerre mémorielle, peu de remise en cause du mythe ( cf les querelles trente ans plus tard...). Ce furent là les derniers feux de la fête unanime, du langage festif symbolique classique, trop en contradiction avec les Trente Glorieuse et l'individualisme qui pointait.

Mais cela ne pouvait durer

### ***b- L'âge de la modernité giscardienne et le chant du cygne (1974-1989)***

#### ***Giscard à la barre : ou les manipulations des symboliques de la fête***

Ce fut sous la présidence de ce jeune président incarnation de la « modernité » et du centre, mais surtout imperméable à la Geste gaulliste et d'une génération qui n'avait participé directement à la Seconde guerre que la fête nationale française changea de sens et subit une véritable Révolution (ou mort d'une certaine représentation nationale encore empreinte de civisme didactique). Dès son accession au pouvoir, il incarna la « rupture », en déplaçant les symboliques festives, en déplaçant son premier 14 juillet « nouveau style » des Champs-Élysées à la Bastille, haut lieu de la mémoire ouvriériste de gauche, autour de la colonne contenant les reste de Juillet et 1848. Il se plaçait sur le terrain de la gauche, en faisant chanter des airs révolutionnaires. Habilement, la mémoire festive nationale devait réconcilier et diviser en même temps en s'accaparant un héritage étranger à la culture du nouveau président. Ce faisant, les ferments de division, d'opposition étaient réactivés si la fête nationale ne servait qu'aux joutes partisans et non plus à l'expression de l'unité nationale. .

Pire, il en supprima le 8 mai en 1975, à la grande colère des AC pour la remplacer par une « *journée de l'Europe et de la jeunesse* » tout en faisant du 11 novembre une « *journée pour toutes les guerres* », les deux mondiales ensemble...

Ainsi, sous VGE le patrimoine festif tissé en près de deux siècles volait en éclat puisque le 14 jt était modifié et le 11 novembre élargi, et le 8 mai supprimé au profit de l'Europe, horreur pour les Gaullistes et des petites manœuvres partisans...La nation ainsi représentée perdait son récit unifiant dans une ébauche de mondialisation, tandis que les querelles mémorielles apparaissaient par la fête (problème Pétain, contestation du 11 novembre, Anciens Combattants, problème de la gauche, 8 mai)...

C'en était fini de la fête unanime et de sa représentation civique et unifiante d'un Nation souveraine, héritière de 1789...

### →**La gauche ou la banalisation du spectacle consumériste de la fête (1981-1989)**

La gauche au pouvoir ne peut que prolonger involontairement cette dépossession culturelle en constatant la gadgétisation des fêtes traditionnelle, la désertion des anniversaires (même si elle rétablit le 8 mai et fit de ses premiers 14 Juillet des modèles d'orthodoxie festive Républicaine) et le nécessaire recours aux médias de masse pour intéresser. Elle s'inscrit dans le même courant de pensée d'une dilution de l'identité nationale traditionnelle et républicaine lors du Bicentenaire de 1789. Il fut à la fois occasion d'un formidable travail historique sur la révolution, mais aussi expression d'un cosmopolitisme « Droit de l'homme » et bariolé incarné par le défilé de J.P Goude. Il fut dédié aux étudiants chinois et à la Palestine (via J.Norman aussi) autant qu'aux mânes des gds ancêtres de la IIIe République et au cinéma (*Bête humaine*), à la grande fureur des « républicains » classiques comme Debray ou Gallo Le spectacle influencé par la mode (1 Md de spectateurs) l'emporta alors sur la pédagogie civique et républicaines à ces fêtes new look...

### *c- L'âge de la « commémorationnisme aigüe » et des querelles mémorielles (depuis 1989) : un symbolique brouillé*

Dès lors tout s'accéléra : les années 90 et 2000 furent celles d'une véritable frénésie commémorative « , ce que Prost appelle la « *commémorationnisme aigüe* », sous le double effet d'un globalisation qui brouillait les repères nationaux (et un retour forcené aux « racines » locales ou nationales qu'il fallait honorer) et les divers replis communautaires qui favorisaient « *l'explosion des mémoires* » et des revendications mémorielles.

Puisque telle communauté avait son « hommage nat » (ou sa « journée nationale », parfois cérémonie nationale, pourquoi pas nous disaient les représentants de chaque communauté DANS la nation (et non pas nationale). On comprend dès lors que la mémoire nationale unifiée et unifiante que les fêtes devaient exhiber en aient souffert...

Dès lors, les créations festives se multiplièrent soit autour de grandes dates passées (version centenaire de la loi 1901, de la loi de 1905, *50e du 8 mai*), des dates polémiques (millénaire Capétien en 1987, 1500<sup>ème</sup> anniversaire du baptême de Clovis en 1996). On fêta aussi des événements honorant une mémoire particulière, comprise par l'Etat comme fondement d'unité, mais vite récupérée par des communautés particulières au détriment du grand roman national. Ainsi la *Célébration anniv de rafle Vel d'Hiv* ou « mémoire des crimes de l'Etat » (gd progrès) chaque 16 juillet, ou *célébration de l'abolition de l'esclavage* le 10 mai depuis 2006.....(mai pas à la date anniv Schoelcher)

\* Le problème fut les revendications festives et mémorielles d'autres communautés (les Harkis, les AC algériens, Indochinois, les descendants d'esclaves...) qui ne cessèrent plus, renforcés par la tendance très française à légiférer sur la mémoire et l'histoire qui ravivait les

plaies (*loi de 2005* sur la colonisation, Génocide *arménien*) et relançait ce mouvement sans fin.

Face à cela la politique festive nationale *perdait de son sens*, les fêtes traditionnelles (14 juillet et autres...) n'incarnaient plus la nation et une mémoire commune face à ces prétentions... Leur civisme traditionnel et figé (Anciens Combattants, minute silence...) n'avait plus guère de sens face à cet éclatement mémoriel...

C'est pourquoi, N.Sarkozy, à peine élu offrit une relecture des politiques festives et mémorielle nationales avec un symbolique parfois décalée :

\* D'une part, la volonté assumée de renouer avec le grand récit national de Lavisse (réédité cet automne, un carton en librairie) ; Voir la volonté de faire un *musée de l'histoire de France et des grandes dates*...c'est une continuité rep présentée sous forme de « rupture ». cela implique le maintien de la politique festive classique et de ses symboliques tricolores et nationales.

\* D'autre part, une modification des fêtes nationales traditionnelles, de leurs symboliques (rapport *Kaspi*, rapport *Assemblée nationale*), dans un sens plus européen (invitations au 14 juillet, contradiction avec son discours national), plus ouvert, plus dynamique (il parle, sacrilège le 11 novembre, comme Giscard, il déplace les fêtes nationales) : c'est la rupture, le tout sur fond de « privatisation » et *peopolisation* des fêtes nat (14 juillet 2007)....

## **CONCLUSION**

Cette valse hésitation, sur fond d'instrumentalisation de la mémoire historique (G-Mocquet, Shoah , Glières...) montre l'épuisement du modèle des fêtes nationales française, l'épuisement d'une doxa civique et didactique, l'épuisement d'une politique symbolique ancienne au moment où la globalisation (et l'ouverture en France) brouille tout les repères. La boucle semble bouclée. La politique festive française et ses symboliques, tout autant que leur remise en question, posent le problème du modèle national en général et du modèle français en particulier (laïcité par exemple..) dans la globalisation

Mais la France semble aussi tenir à sa didactique mémorielle, symbolique et festive (cf réaction au rapport *Kaspi*) d'où l'incertitude festive. Vieux pays, elle vit dans la nostalgie de son catéchisme républicain, de son langage symbolique qui s'est imposé avec le temps porté par les fêtes nationales, et la construction européenne peut aussi inviter à un toilettage des fêtes qui mêlerait la dimension européenne, ouverte de la fête et le respect des valeurs traditionnelles civiques, la DDHC de la fête française....